



RCS : GRENOBLE
Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 01576
Numéro SIREN : 831 471 644
Nom ou dénomination : 2L PROM

Ce dépôt a été enregistré le 16/08/2017 sous le numéro de dépôt A2017/007836

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
GRENOBLE

Dénomination : 2L PROM
Adresse : 105 Impasse du Domaine Chalais 38340 Voreppe -
FRANCE-
n° de gestion : 2017B01576
n° d'identification : 831 471 644
n° de dépôt : A2017/007836
Date du dépôt : 16/08/2017

Pièce : Liste des souscripteurs



1319760

1319760

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... GRENOBLE



Dénomination : 2L PROM
Adresse : 105 Impasse du Domaine Chalais 38340 Voreppe -
FRANCE-
n° de gestion : 2017B01576
n° d'identification : 831 471 644
n° de dépôt : A2017/007836
Date du dépôt : 16/08/2017

Pièce : Attestation de dépôt des fonds du 03/08/2017



1319761

1319761

CIC SAINT MARTIN D'HERES

41 AVENUE GABRIEL PERI 38400 ST MARTIN D HERES

☎ 0820 30 08 15 (Service 0,12 €/min + prix appel) FAX 04 76 00 76 06 ✉ 18214@cic.fr

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le:

16 AOUT 2017

Création de Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

Sous le N° 7836

ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :

CIC LYONNAISE DE BANQUE CIC SAINT MARTIN D'HERES 41 AVENUE GABRIEL PERI 38400 ST MARTIN D HERES déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 20 000 €.

M. LOCATELLI LAURENT, représentant de la société 2L PROM S.A.S.U., Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle actuellement en voie de formation dont le siège social se situe 105 IMP DU DOMAINE DE CHALAIS 38340 VOREPPE, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'actionnaire unique :

M. LOCATELLI LAURENT

Nombre d'actions : 2000

Somme versée : 20 000 €

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

10096 18214 00080941301 83

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Le 03 août 2017

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

lu et approuvé


Thomas CLOT
Chargé d'affaires
Agence de Saint Martin d'Hères

CIC Lyonnaise de Banque
41, avenue Gabriel Péri
38400 ST MARTIN D'HERES
Tél. 0820 300 815

JST141

" CONTRAT CIC "**BANQUE**

LYONNAISE DE BANQUE (CIC Lyonnaise de Banque) - SA au capital de 260 840 262 €
8, rue de la République 69001 Lyon - 954 507 976 RCS Lyon

AGENCE

CIC SAINT MARTIN D'HERES
41 AVENUE GABRIEL PERI - 38400 ST MARTIN D HERES
18214@cic.fr

SOUSCRIPTEUR(S)

2L PROM (Société par actions simplifiée)
dont le siège social est situé 105 IMP DU DOMAINE DE CHALAIS , 38340 VOREPPE
représenté(e) par M LOCATELLI LAURENT, né le 08/02/1981 à GRENOBLE, agissant en qualité de président

CONDITIONS PARTICULIERES DES PRODUITS ET SERVICES

Exercice du droit d'accès dans les conditions prévues par la loi N° 78-17 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés du 6 janvier 1978, en s'adressant au Service Relation Client, 8 rue de la République 69001 LYON.

Le Souscripteur convient avec la BANQUE de :

l'ouverture d'un COMPTE COURANT ENTREPRISE EUR N° 00080941301 en euros ,

En cas de découvert non autorisé sur le compte comme en cas de dépassement d'une autorisation de découvert, le taux du découvert non convenu ou non formalisé tel qu'indiqué dans le recueil des tarifs des principaux produits et services sera appliqué.

Le(s) souscripteur(s) certifie(nt) être en conformité avec la réglementation fiscale américaine FATCA. Il(s) atteste(nt) l'exactitude des informations communiquées concernant sa(leur) situation fiscale.

Les Conditions Générales des produits et services souscrits visées ci-dessus, et plus généralement celles contenues dans le fascicule intitulé "Conditions Générales" référencé n° CI.06.00 10/16, de même que le Recueil n° 44.18.72 01/2017 des prix des principaux produits et services, ont été déposées au rang des minutes de l'Etude Notariale de Marlenheim (Bas-Rhin).

Le dernier acte de dépôt modificatif et complémentaire a été effectué le 12/06/2017, Répertoire numéro 36044.

REFI K2 0107010001 HI 1410 0013 8297 253 48

Référence CG.04.95 - 10/16

1

L.L
Paraphes

Ex: CLIENT

EN CAS DE SOUSCRIPTION DE PRODUITS ET SERVICES

La présente convention est composée par :

- le formulaire type concernant les informations à fournir aux déposants
- les Conditions Particulières, ci-dessus
- le fascicule intitulé "Conditions Générales" référencé n° CI.06.00 10/16 contenant les Conditions Générales de Banque et les Conditions Générales de Produits et Services
- le recueil des prix des principaux produits et services dénommé le Recueil n° 44.18.72 01/2017 relative à la tarification des produits et services

Je (nous) demande (demandons) à bénéficier des produits et services ci-dessus décrits.

Je (nous) reconnais (reconnaissons) avoir reçu en temps utile le formulaire type concernant les informations à fournir aux déposants, le fascicule, sur support papier ou sur un autre support durable, intitulé "Conditions Générales" référencé n° CI.06.00 10/16, , le Recueil n° 44.18.72 01/2017.

Je (nous) reconnais (reconnaissons) en avoir pris connaissance et approuver ces documents entièrement au même titre que les conditions particulières.

Fait à SMH le 3/08/17

SIGNATURE DU OU DES SOUSCRIPTEURS

2L PROM ("Société par actions simplifiée")

M LOCATELLI LAURENT, agissant en qualité de président

Le présent document est établi sur 2 pages

(Chaque signataire fera précéder sa signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé ", nom et prénom)

Lu et approuvé 

VISA BANQUE

(Cachet et signature du conseiller ayant recueilli les signatures)

PIECE D'IDENTITE (nature et numéro)

(en cas de première ouverture de compte)


CIC Lyonnaise de Banque
41. avenue Gabriel Péri
38400 ST MARTIN D'HERES
Tél. 0820 300 815



Dénomination : 2L PROM
Adresse : 105 Impasse du Domaine Chalais 38340 Voreppe - FRANCE-
n° de gestion : 2017B01576
n° d'identification : 831 471 644
n° de dépôt : A2017/007836
Date du dépôt : 16/08/2017

Pièce : Statuts constitutifs du 03/08/2017

1319759



1319759

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le:

16 AOUT 2017

Sous le N° 7836

2L PROM

Société par actions simplifiée
Au capital de 20.000 Euros
Siège social : 105 impasse du domaine de Chalais 38340 VOREPPE

STATUTS

L.L

Le soussigné :

Monsieur Laurent LOCATELLI

Né le 8 février 1981 à GRENOBLE (38)

De nationalité française

Demeurant 105 Impasse du Domaine de Chalais 38340 VOREPPE

Marié sous le régime de la séparation des biens suivant contrat reçu par Maître Nicolas DESCHAMPS, Notaire à SAINT EGREVE (38), le 10 septembre 2007 préalablement à son union avec Madame Stéphanie MAILLARD, célébré le 15 septembre 2007 à la Mairie de VOREPPE (38)

a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé d'instituer.

Titre I - Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Article 1 - Forme

La Société est une Société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur notamment par les dispositions du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La société a pour dénomination sociale : **2L PROM**,

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales « *S.A.S.* » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - Objet

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- la conception et la construction de programmes immobiliers réalisés en sous-traitance,
- l'activité de promotion immobilière,
- toutes prestations administratives de conseil et autres et toutes activités de recherche, de développement et d'animation,
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

L.L

Article 4 - Siège social - Succursales

Le siège de la Société est fixé à 105 impasse du domaine de Chalais, 38340 VOREPPE.

Il peut être transféré en tous lieux par décision de l'associé unique.

Article 5 - Durée - Année sociale

1 - La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au **30 septembre 2018**.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

Titre II - Apports - Capital Social – Actions

Article 6 - Formation du capital

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentent des apports de numéraire et sont libérées intégralement de leur valeur nominale.

Monsieur Laurent LOCATELLI a versé à la société la somme de VINGT MILLE (20.000) euros. Cette somme a été, dès avant ce jour, déposée à la banque CIC Lyonnaise de Banque, Agence de Saint Martin d'Hères – Chamrousse, 41 Avenue Gabriel Péri 38400 Saint Martin d'Hères, à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de VINGT MILLE (20.000) Euros. Il est divisé en DEUX MILLE (2.000) actions d'une seule catégorie de 10 euros chacune, intégralement libérées de leur valeur nominale.

Article 8 - Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'associé unique sur rapport du Président de la Société.

L'associé unique peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

L.L

Article 9 - Libération des actions

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'associé unique qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 11 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes « *nominatifs purs* » ou des comptes « *nominatifs administrés* » au choix de l'associé.

L.L

Article 12 - Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions collectives relatives à l'affectation des bénéfices de la Société où il appartient à l'usufruitier.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-proprétaire d'actions.

Dans tous les cas, le nu-proprétaire peut participer aux décisions collectives même à celles pour lesquelles il ne jouit pas du droit de vote.

Article 13 - Cession et transmission des actions

1 – La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

2 – Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

3 – La cession ou transmission des actions de l'associé unique est libre.

4 – En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre.

5 – La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes.

Article 14 - Droits et obligations attachés aux actions

1 – Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 – L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Titre III - Direction et contrôle de la Société

Article 15 – Président

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

L.L

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique qui peut le révoquer à tout moment.

Article 16 - Pouvoirs du Président

1 – Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions de l'associé unique limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2 - Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Article 17 - Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués

Sur proposition du Président, l'associé unique peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux délégués, personnes physiques ou morales.

Les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués sont révocables à tout moment par l'associé unique, sur proposition du Président.

En cas de démission du Président ou de révocation de celui-ci, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux délégués conserveront leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Article 18 - Rémunération du Président, des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux délégués

La rémunération du Président, celle des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux délégués est déterminée par l'associé unique.

Article 19 - Conventions

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président, les Directeurs Généraux et les Directeurs Généraux délégués d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

L.L
6

Article 20 - Commissaires aux Comptes

Le contrôle des comptes est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par la collectivité des associés et qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par les dispositions du Code de commerce

Titre IV - Décisions

Article 21 - Décisions de l'associé unique

Toutes les décisions qui doivent être prises collectivement dans les Sociétés pluripersonnelles relèvent de la compétence exclusive de l'associé unique, sur proposition du Président. Elles concernent :

- les modifications du capital social ;
- la fusion, la scission ou un apport partiel d'actif de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme ;
- la nomination des Commissaires aux Comptes ;
- l'arrêté des comptes annuels et l'affectation du résultat ;
- la dissolution de la Société ;
- la rémunération des dirigeants.

Ces décisions font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre spécialement destiné à cet effet.

Article 22 - Autres décisions

Toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence exclusive de l'associé unique sont de la compétence du Président.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux - Affectation et répartition des bénéfices

Article 23 - Exercice social

L'année sociale est définie à l'article 5.

Article 24 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

L.L

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du Groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes après rapport du Commissaire aux Comptes dans le délai de six mois à compter de la date de la clôture de l'exercice. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Article 25 - Affectation et répartition des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que l'associé unique décidera de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique détermine la part attribuée sous forme de dividende et prélève les sommes qu'il juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'associé unique, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 26 - Mise en paiement des dividendes

L'associé unique peut opter pour le paiement d'un dividende ou acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par lui.

L.L

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et, compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger de l'associé unique aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Titre VI - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital - Transformation - Dissolution - Liquidation

Article 27 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter de l'associé unique à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la Société. Il en est de même en cas d'absence de décision de l'associé unique.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 28 - Transformation

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme sur décision de l'associé unique à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de Société.

L.L
°

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

Article 29 - Dissolution - Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'associé unique.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'associé unique peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait liquidation.

Titre VII - Contestations

Article 30 – Contestations

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les dirigeants et la Société, soit entre l'associé unique et la Société ou les dirigeants de la Société relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

Titre VIII - Constitution de la Société

Article 31 - Nomination du premier Président

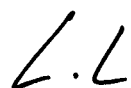
Le premier Président de la société, nommé sans limitation de durée est :

Monsieur Laurent LOCATELLI

Né le 8 février 1981 à GRENOBLE (38)

Demeurant 105 Impasse du Domaine de Chalais 38340 VOREPPE

Monsieur Laurent LOCATELLI accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Président.



Article 32 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

1 - La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - Monsieur Laurent LOCATELLI, associé unique, a annexé aux présents statuts l'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société. La signature des statuts emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

3 - Le Président de la Société est, par ailleurs, expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits, dès l'origine, par la Société, après vérification par l'associé unique, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 33 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

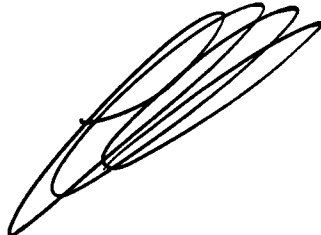
Fait à VOREPPE,

Le 3/08/17

Laurent LOCATELLI

« bon pour acceptation des fonctions de Président » et signature

bon pour acceptation des fonctions de Président



Annexe

Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avant la signature des statuts

- Ouverture d'un compte bancaire au CIC Lyonnaise de Banque, Agence de Saint Martin d'Hères – Chamrousse, 41 Avenue Gabriel Péri 38400 Saint Martin d'Hères pour dépôt des fonds constituant le capital social.